

## LA PAIX CARTHAGINOISE : LES ANGLAIS EN ALLEMAGNE

*Lorsqu'il décrit l'action des anglais en Inde en 1858 Engel, le compagnon de lutte de Marx, raconte la brutalité des répressions : "Il n'est pas d'armée en Europe ou aux Amériques plus brutale que l'armée anglaise. Pillage, violence, massacre, choses qui partout ailleurs sont strictement et totalement interdites, sont un privilège traditionnel et un droit acquis pour le soldat anglais". Presque un siècle plus tard, l'occupation anglaise en Allemagne perpétuait ces travers.*

*Après la défaite du III<sup>e</sup> Reich, les alliés décrétèrent que l'Allemagne n'avait plus de Gouvernement constitué. Ils créèrent à la place un "Conseil de contrôle" qui remplit cette fonction. Ce conseil servit à imposer les lois des vainqueurs au peuple allemand. Les nouveaux maîtres purent châtier quiconque leur déplaisait, déclarer criminels de guerre toute personnalité qui ne leur convenait pas et proclamer simultanément que leurs propres crimes n'étaient pas punissables. Il fut défendu aux magistrats allemands d'enquêter sur les délits commis par les forces d'occupation anglo-saxonnes et de poursuivre toute personne qui œuvrait à leur service. On comprend mieux les fondements de cette volonté d'apparaître "purs" en lisant l'ouvrage de Patricia Meehan sur l'occupation anglaise en germanie.*

## SANGLANTE LIBERTÉ

Si l'histoire a retenu l'atroce destruction de Dresde en février 1945, les Anglo-américains avaient démarré les bombardements de terreur en décidant, le 25 août 1940, de lancer les premiers raids sur Berlin en réplique à une attaque accidentelle sur Londres. Churchill prit l'écrasante responsabilité d'un terrible engrenage.

Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1943 plus de deux mille tonnes de bombes furent lâchées sur Hambourg. Des incendies multiples se déclarèrent. Si le centre ville avait été peu touché, les quartiers périphériques étaient totalement détruits. Le 27 juillet, un peu avant minuit, un millier de bombardiers larguèrent des bombes incendiaires. En quinze minutes, Hambourg cessa d'exister. Les anglais voulaient terroriser les populations, détruire le moral des mères dont les enfants et les vieux parents n'étaient plus en sécurité, abattre le courage des soldats dont les familles disparaissaient carbonisées. La destruction de Hambourg éradiqua environ 100.000 personnes, pour la plupart des femmes, des enfants et des vieillards.

Rien ne justifie la destruction d'Ulm, de Bonn, de Wurtzbourg, d'Idelshheim, de ces cités médiévales, de ces joyaux artistiques appartenant au patrimoine de l'Europe. Toutes ces vieilles villes ont été effacées par les typhons de feu où la température atteint 1 000 à 2 000 degrés. Chaque fois, des dizaines de milliers de personnes innocentes meurent dans des souffrances atroces. Le summum est atteint le 11 septembre 1944 à Darmstadt. Au cours d'une attaque remarquablement groupée, tout le centre historique disparaît dans un océan de flammes. En moins d'une heure s'abat sur la ville un tonnage de bombes supérieur à celui qui tomba sur l'agglomération londonienne pendant la durée de la guerre. 14 000 personnes périssent d'horrible manière.

A ces attaques massives s'ajoutent, au cours de la même période, les raids répétés de l'aviation tactique, bimoteurs et chasseurs-bombardiers. Ces raids visent les trains, les routes, des villages, des fermes isolées, voire des paysans dans leurs champs. Les Allemands ne pratiquent plus les travaux agricoles que le matin à l'aube, ou le soir au crépuscule. Les avions mitraillent la sortie des écoles et il faut apprendre aux enfants à se protéger contre les attaques aériennes. Lors du bombardement de Dresde, les chasseurs attaquent les ambulances et les voitures de pompiers qui convergent vers la ville depuis les cités environnantes. La volonté de destruction systématique au moyen de l'aviation se poursuit jusqu'en avril 1945, à la reddition sans condition.

## SANS TOITS NI LOIS

La défaite s'accompagna d'imposantes migrations. En Allemagne, douze millions de personnes fuyant l'avance de l'Armée rouge, chassées des régions attribuées à la Pologne ou à l'Union soviétique ou encore du territoire des Sudètes affluèrent dans les trois zones d'occupation occidentale, rendant plus aigus les problèmes de logement et de ravitaillement. Pendant des mois, des colonnes lamentables de réfugiés sillonnèrent les routes, prirent d'assaut les rares trains en service, campèrent dans les champs et les ruines ou envahirent les villages.

Le 26 avril 1945, à la demande d'Eisenhower fut créé le statut de "forces ennemies désarmées" (FED) qui désigna les prisonniers de guerre aux mains des Américains après la victoire. Cette nouvelle étiquette les expulsait du cadre de la convention de Genève. Les représentants britanniques refusèrent d'appliquer cette mesure à leurs propres détenus car elle impliquait que les vainqueurs abandonnaient leur devoir d'entretenir ces soldats. Ils imaginèrent une catégorie "personnel rendu à l'ennemi" (PRE) pour regrouper les prisonniers capturés après la défaite.

Le 15 mai 1945, Churchill et Eisenhower envisagèrent de réduire l'alimentation des prisonniers allemands. La réalisation pratique fut menée à bien par le SHAEF (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force : Grand quartier général des forces expéditionnaires alliées) dont le commandant suprême n'était autre qu'Eisenhower. La procédure suivie se borna au cliquetis de quelques machines à écrire. Le nombre des prisonniers de guerre, qu'il fallait nourrir de par la Convention de Genève, fut stabilisé puis réduit alors que celui des FED (Forces Ennemies Désarmées) enfla. Au même moment, les responsables chargés de l'alimentation s'apercevaient qu'un million de prisonniers étaient "oubliés" dans les chiffres fabriqués par le SHAEF. En s'appuyant sur le nombre minoré imposé par ce dernier, seule autorité légale, il manquerait donc un million de rations.

Les futurs criminels de guerre, les espions, les spécialistes scientifiques de haut niveau se rangeaient dans la catégorie des vaincus "recherchés". Ils devaient rester en vie. Les britanniques insistèrent pour qu'ils soient sortis de la catégorie des FED et entretenus en situation d'isolement dans l'attente d'un procès. Cette mesure les préserva du sort létal que connurent les autres en très grand nombre et sur lequel le silence volontaire fut organisé. Les vainqueurs n'hésitèrent jamais à affirmer que les prisonniers FED ou PRE étaient parfaitement bien traités.

Afin que le silence recouvre leurs actes, les nouveaux maîtres en infâmie imposèrent trois mesures qui violaient totalement la convention de Genève : interdiction aux délégués du Comité International de la Croix Rouge de visiter les camps ; transfert de prisonniers vers des camps français pour qu'ils travaillent au redressement de ce pays ; envoi de prisonniers en Union soviétique contre leur gré.

L'interdiction signifiée au Comité International de la Croix-Rouge de pénétrer dans les camps où mourraient les prisonniers de guerre et les personnes déplacées, fut présentée comme la conséquence de l'abolition du gouvernement allemand. Les prisonniers n'avaient plus aucune garantie. N'est-ce pas ce que souhaitait le groupe américain le plus haineux ? Sans protection, les prisonniers avaient perdu simultanément le droit au courrier. Lorsque le Premier ministre du Canada, William King, protesta auprès d'Anthony Eden en mai 1945, un membre du Foreign Office, C.H.Roberts, fit remarquer que toutes les mesures à prendre envers l'Allemagne étaient fondées sur le principe de la disparition de son gouvernement.

## LA MORT LENTE

Pendant l'hiver 1945-1946, 130 000 anciens officiers et soldats allemands ont été détenus dans les camps britanniques en Belgique dans des conditions

semblables à celles de Belsen. Ils étaient insuffisamment nourris et les gardes les battaient. Si les Britanniques n'autorisèrent pas le CICR à pénétrer dans ces camps en 1945, il y eut une évolution à partir d'avril 1946, lorsque des protestations s'exprimèrent dans certains journaux et que le problème remonta au parlement anglais.

Les britanniques avaient rétabli le courrier dans leur zone en juillet-août 1945. Le programme d'aide de leur Croix-Rouge s'appliqua en Allemagne à des personnes de quarante nationalités différentes ainsi qu'aux autochtones puisque les autorités, en 1946, fournissaient à grand-peine 1550 calories quotidiennes aux civils allemands, soit la moitié de ce dont bénéficiait un adulte en Grande-Bretagne. Une dose aussi faible conduisait au désastre pour ce qui restait du peuple allemand en zone anglaise. Les symptômes de la famine apparurent chez les enfants. Quelques britanniques se préoccupaient de l'horreur prévisible. Des ersatz furent testés dans des laboratoires de la banlieue de Berlin : racines, châtaignes, orties, pissenlits, glands, mures, etc. Les céréales importées des États-Unis au gré des bateaux, assuraient la subsistance au jour le jour. Parmi cette catégorie de population, le taux annuel de mortalité était de 80% supérieur à son équivalent en Angleterre. Diverses protestations débouchèrent sur une amélioration de l'alimentation de la population allemande en zone britannique. Des céréales prélevées sur les excédents américains et canadiens furent livrées en plus grande quantité à la fin de 1946.

La pénurie de nourriture en Allemagne au moment de la capitulation résulta des réquisitions de l'armée d'occupation et du blocage de l'économie qui ne pouvait dégager des ressources par l'exportation de produits manufacturés. Cela eût été possible si, à la date du 8 mai 1945 les capacités industrielles restantes avaient été confiées aux travailleurs potentiels, les personnes remises à l'ennemi (PRE) qui mourraient dans les camps. Par exemple, la récolte de blé et de seigle de cette année là, en zone britannique, approcha les 70% du potentiel grâce aux prisonniers qui participèrent à la moisson.

## LAVAGE DE CERVEAU

Sur tout le territoire de l'Allemagne, les vainqueurs détenaient un pouvoir total, ce qui facilita la censure. Journaux, stations de radio, maisons d'édition, cinémas fonctionnaient sous leur tutelle et devaient obtenir une autorisation administrative. Les Allemands, privés d'autonomie, subissaient la propagande anglo-saxonne. Les armées conquérantes surveillaient de très près les journaux car ces médias avaient façonné la réputation des anglo-saxons et il fallait l'entretenir.

A la capitulation, il n'y eut plus d'histoire possible. Démembrée en quatre zones, l'histoire allemande fut fragmentée en quatre chroniques qui différaient selon les options politiques, l'ardeur de la censure, l'intensité de l'étouffement des faits et la crainte de critiquer les nouveaux seigneurs. Aucune opinion publique ne pouvait plus s'exprimer. L'occupation du territoire entraîna l'occupation mentale qui usa d'une terreur aveugle pour soumettre la raison à la conception du bien dont se réclamaient les vainqueurs. Les britanniques se lancèrent immédiatement dans des campagnes anti-rumeurs sur l'horreur des camps de prisonniers de guerre allemands.

La presse britannique et la BBC présentes en Allemagne adoptèrent un esprit partisan et une attitude de servilité totale à l'égard des patrons de presse anglais qui imposaient le dénigrement systématique. L'attitude évolua légèrement après que la Reine eut visité l'Allemagne en 1965. A la fin de la guerre, la haine des médias anglais soufflait d'une force inconnue dans ceux de France, Belgique ou Amérique.

Il est désormais bien attesté que durant l'invasion de l'Allemagne par l'Armée rouge, au moins deux millions de femmes et de jeunes filles ont été violées. 40% l'ont été plusieurs fois, huit fois, vingt fois et plus. 240.000 en sont mortes, soit par meurtre, soit par suicide. On peut admettre que quelques 400.000 se sont retrouvées enceintes. 90% des grossesses ont été interrompues. Ces femmes n'ont pu que se taire. Ces crimes n'ont pas d'équivalent du côté allemand. Mais le silence fut imposé.

La branche Éducation de la commission de contrôle des nouveaux occupants s'engagea dans une politique de conversion de la population allemande. Elle porta atteinte à l'université, modifia les programmes, détruisit totalement le système éducatif allemand pour installer la célébration des anglo-saxons et de leurs méthodes.

## LE SAVOIR ET LES UNIVERSITÉS

Les universités allemandes ont été au XIX<sup>e</sup> siècle le foyer d'éclosion du romantisme. Depuis lors, elles n'avaient jamais cessé d'être des lieux de haute tension intellectuelle où se formaient les lettrés, les théologiens, les savants de toutes disciplines. Elles devaient incarner aussi la liberté de l'esprit à l'égard du pouvoir politique et du pouvoir religieux.

Depuis la création de l'université de Berlin en 1810, l'idéal de la connaissance comme fin en soi et accomplissement de l'esprit humain régna dans ce monde dont la base logistique se composait du système des instituts et des séminaires qui, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, associa professeurs et étudiants dans

des études menées en commun. L'analyse de textes et de documents était pratiquée à partir d'une méthodologie intellectuelle qui se constituait peu à peu d'un commun accord. Une coutume voulait que le maître expose l'épistémologie de sa discipline, les principes de la connaissance, dans un cours qui, souvent, s'imprimait au moment où il prenait sa retraite. Le séminaire, étendu sur des années, permettait la poursuite de travaux historiques et philologiques, éditions critiques, établissement et publication de textes, revues, collections savantes qui renouvelaient la connaissance des époques et des auteurs.

On doit à ces établissements d'enseignement un immense labeur d'ordre historique, philologique, grammatical, archéologique, poursuivi de génération en génération. Les étudiants formés dans la pratique de la recherche devenaient maîtres à leur tour et enseignaient à l'université ou dans les gymnases ; certains exerçaient les fonctions de pasteurs ou fournissaient à l'État les cadres de hauts fonctionnaires nécessaires au renouvellement des structures.

L'enseignement supérieur allemand, fondé sur la recherche philosophique, philologique et historique, façonnait des esprits qui pouvaient appliquer dans les divers domaines de l'activité publique les disciplines intellectuelles acquises à l'université. Un tel système fut éliminé : bibliothèques détruites, cours rédigés et soumis à la censure préalable, propagande intense fondée sur la culpabilisation systématique. Les nouveaux seigneurs s'attaquèrent à la structure de la société allemande par l'avilissement des universités.

Tout au long de l'histoire complexe des rapports entre les universités et les pouvoirs politiques ou religieux, où ne manquent ni les conflits ni les crises, ce qui caractérisa le domaine germanique, c'est que les universités réagissaient en corps pour la défense des valeurs et privilèges qui leur sont propres. Même dans le temps des persécutions politico-policières, l'idée subsistait des libertés et franchises académiques. Il existait un pouvoir intellectuel, face au pouvoir politique, s'exprimant au nom des exigences de l'esprit. Le domaine politique n'était pour l'université qu'un champ d'application. La fonction propre de la communauté universitaire était de maintenir la tradition scientifique et culturelle par l'enseignement et la pratique des disciplines de la connaissance. Des générations de maîtres et d'étudiants, soldats inconnus ou méconnus de la connaissance, avaient contribué à cette tâche. Les recherches et travaux de ces hommes obscurs constituaient dans leur ensemble une odyssée du savoir. Tout cela fut foulé au pied par les vainqueurs.

LE REMPLACEMENT DE LA CLASSE CULTURELLE

Il existe une spécificité anglaise née de la plus grande liberté qui caractérisa les relations de pouvoir en Grande-Bretagne à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. La politique s'y préoccupait de l'opinion publique. Voltaire soulignait, dès les années 1730, ce contraste entre les mœurs britanniques et les mœurs françaises en la matière : " En Angleterre, communément on pense, et les lettres y sont plus en honneur qu'en France. Cet avantage est une suite naturelle de leur gouvernement. Il y a à Londres environ huit cents personnes qui ont le droit de parler en public et de soutenir les intérêts de la nation. Environ cinq ou six mille prétendent au même honneur à leur tour. Tout le reste s'érige en juge de tous ceux-ci et chacun peut faire imprimer ce qu'il pense sur les affaires publiques ; ainsi toute la nation est dans la nécessité de s'instruire. On n'entend parler que des gouvernements d'Athènes et de Rome ; il faut bien, malgré qu'on en ait, lire les auteurs qui en ont traité. Cette étude conduit naturellement aux Belles Lettres...."

L'Angleterre bénéficiait effectivement d'un régime parlementaire, quelles que soient ses insuffisances, dans lequel deux partis se disputaient le pouvoir ; l'opinion publique intervenait dans les affaires de gouvernement et chacun des camps en présence essayait de se la concilier. D'où l'importance de la polémique et le rôle des écrivains. Le célèbre Burke, membre du parlement, n'hésita pas à prendre vigoureusement position, dans le parlement et hors du parlement, sur les grandes questions qui divisaient l'opinion britannique de son temps : par exemple l'insurrection américaine contre la couronne.

Mais le relief social accordé aux intellectuels n'était pas entièrement désintéressé. Certes, les mérites esthétiques des écrivains et des artistes pouvaient être récompensés en tant que tels, dans la mesure où ils faisaient honneur à la Grande-Bretagne et contribuaient à son prestige aux yeux du monde. Mais à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, les gratifications et pensions diverses eurent le caractère d'une rémunération pour services rendus. Le fait nouveau était lié à l'idée d'une prestation de service ; le lettré possède une compétence qui doit être rémunérée comme telle. Cette compétence n'est pas nécessairement celle du fonctionnaire ; elle peut être aussi celle d'un efficace agent de propagande dont l'influence sur l'opinion publique vaut d'être achetée un certain prix. L'avènement en Grande-Bretagne d'une conscience publique diffuse qui prend position sur les problèmes d'actualité, la floraison des journaux, revues, pamphlets et opuscules de toute espèce qui alimentent la curiosité et les passions publiques, obligea les autorités à présenter et soutenir leurs propres points de vue.

Les mœurs politiques anglaises ont donc suscité le nouveau statut d'écrivain-fonctionnaire. Dès le temps de la reine Anne, dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, un littérateur à la mode, ou l'auteur d'un pamphlet qui a attiré l'attention, pouvait espérer trouver une place qui lui permettrait d'utiliser ses

talents. « L'homme de lettres n'avait pas à porter la livrée, mais il devenait le partisan politique de son patron (...) Le ministre estimait préférable d'avoir à sa solde une troupe régulière de politiciens littéraires plutôt que d'enrôler des hommes de goût pour grossir ses effectifs à telle ou telle occasion. »

Sur le continent, on s'en tenait plutôt au régime du travail temporaire. Les gouvernements, les ministères disposaient de fonds spéciaux à cet usage ; certains des écrits les plus fameux de Thomas Paine, théoricien de la révolution américaine, ont été subventionnés par le ministère français des affaires étrangères...

Dans ces relations de dépendance financière, la politique, la littérature et la philosophie voisinent, l'intérêt se mêle avec l'amitié et l'estime. L'Angleterre avait l'expérience. Elle entreprit d'imposer ses méthodes à l'Allemagne. Puisque les bibliothèques avaient été vidées pour que la population perdît la mémoire de ce qu'elle fut, les nouvelles éditions démarrèrent sous licence. La radio suivit le modèle de la BBC. Les journaux parurent sous contrôle et après un entretien préalable de la direction avec les censeurs anglais. Dans tout le pays, des centres qui devinrent ultérieurement le British Council encadrèrent les futurs chefs de l'Allemagne pour leur apprendre à dire systématiquement du bien des Anglo-saxons. L'entreprise de divinisation des vainqueurs n'a pas cessé depuis lors.

## PRISE AU TAS

A Potsdam, entre le 17 juillet et le 2 août 1945, trois sujets furent abordés : les principes politiques et économiques à appliquer à l'Allemagne ; les réparations dues par le vaincu ; le règlement du problème de la frontière germano-polonaise et les transferts de population.

Dans les villes en ruine, le gros de la population vit dans des caves, des souterrains, des égouts. Partout règnent le marché noir, la prostitution, le brigandage. Le pillage de l'Allemagne après sa reddition a été l'un des actes les plus monstrueux du siècle. Puisque la propagande avait présenté les Allemands comme des sortes de diables, tout était permis. Les nouveaux maîtres pouvaient se servir selon leur bon vouloir. La principale méthode reposa sur la mise en circulation d'une monnaie militaire d'occupation que les allemands durent accepter. Les occupants s'octroyèrent des biens qui leur coûtèrent seulement l'impression d'une monnaie de singe. La délinquance militaire permit le pillage en détail des maisons, châteaux et autres musées. La première année d'invasion fit penser à un vol de sauterelles s'abattant sur le pays. Par la suite, les méthodes devinrent plus subtiles et indirectes. Dans

l'été quarante six, l'achat fut conseillé car rien n'était cher pour les vainqueurs.

Alors que les trois puissances se rencontraient à Potsdam, le gouvernement bolchévique avait déjà transféré le territoire allemand de la zone occupée par les russes à l'administration polonaise et démonté et transporté des usines vers la Russie. Les anglo-américains déclarèrent qu'en conséquence chaque vainqueur se servirait dans sa zone d'occupation. Un plan d'anéantissement de l'Allemagne, concocté par le clan du Trésor dans l'entourage d'Eisenhower, avait été présenté à Churchill à la conférence de Quebec en septembre 1944. Il l'avait rejeté. Son conseiller spécial, lord Cherwell, très lié à Morgenthau, l'auteur du plan, fit pression et si Churchill gomma le plus horrible l'idée resta : pastoraliser l'Allemagne. Évidemment, il s'agissait d'un travail d'influence sur Churchill d'une part et Roosevelt de l'autre. Ni le ministère des affaires étrangères britannique ni le département d'État américain n'avaient été consultés. Cette méthode est typique des procédés appréciés par les organisations mafieuses.

Pour éliminer le potentiel de guerre germanique, la production d'articles nécessaires à l'économie de guerre fut contrôlée et limitée aux besoins approuvés par les vainqueurs. Le niveau de vie allemand ne devrait pas dépasser le niveau de vie moyen européen, Union soviétique comprise.

Les anglais, après une estimation du coût que représentait l'entretien des populations de leur zone, furent tentés de l'échanger contre la partie américaine. Ils reconnaissaient de fait leur nouvelle situation de faiblesse. Ils comprirent que lorsque les américains repartiraient, toute l'Allemagne risquait d'être partagée entre les puissances continentales, Russie et France. Une meilleure solution consista à signer, le 2 décembre 1946, un acte de fusion entre les zones anglaise et américaine.

## HOMMAGE AU CAPITAL

Le dépeçage du capital allemand s'accompagna de multiples épisodes sordides. Que faisait l'entreprise de savon Henkel & C° dans la liste des démantèlements publiée en août 1947 ? Elle s'y trouvait au titre de l'industrie chimique. La grande firme du secteur se nommait Unilever. Elle fabriquait le savon Persil. Un membre de la division allemande d'Unilever dirigea une équipe d'inspection des usines de savon en zone française. La position britannique proclama que le savon étant lié à la glycérine qui permet de fabriquer des explosifs, Henkel entra dans la catégorie des industries de guerre. Henkel perdit le marché des savons au profit du trust Unilever.

Sans s'appesantir sur l'aluminium que l'Angleterre et l'Amérique voulaient liquider et mettre à leur service, citons l'éradication de Hambourg. La destruction des chantiers navals, des quais, des docks et autres installations en juin-juillet 1946 fut une catastrophe. La population comprit qu'on cherchait à la persécuter. Port sans fonctions militaires, il s'enorgueillissait d'héberger le principal chantier naval allemand, Blöhm & Voss, firme fondée en 1877 et spécialisée dans la construction de bateaux de croisière. Le site devait être démonté au profit de l'Union soviétique. En 1947, leur délégation inspecta cette prise de guerre dont les machines et les grues présentaient un aspect lamentable. Des turbines fonctionnaient et approvisionnaient la ville en électricité. Leur état nécessitait des rénovations que les usines de Brême restaient encore capables de réaliser. Or, celles-ci devaient aussi disparaître.

L'eau de Cologne 4711 illustre la piraterie de l'époque. En mars 1946, une équipe anglaise fut envoyée en zone occupée par la Fédération des entreprises de parfumerie et de toilette. Elle rassemblait Unilever détenteur de la marque Pears Soap, Max Factor, Potter & Moore, Yardley & Grossmith, plus le patron d'une entreprise dont le père avait connu avant guerre la famille Mühlens propriétaire de la firme Eau de Cologne 4711. Sans autorisations, trois d'entre eux se présentèrent en tenue militaire à la manufacture Mühlens. Arrivés au laboratoire ils demandèrent la formule du 4711 en hurlant qu'ils étaient autorisés à l'obtenir, qu'ils détenaient des ordres du gouvernement militaire et qu'ils fermeraient l'entreprise s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Seule Mme. Mühlens connaissait la formule. Ils se rendirent à son domicile de Cologne, recommencèrent leur chantage, n'hésitant pas à la bousculer et à la menacer de prison quoique veuve et ayant perdu son fils à la guerre.

Ces manières étaient fréquentes. Les autorités anglaises laissaient faire.

En cas de mauvaise volonté des allemands, les prédateurs les accusaient d'obstruction ou de nazisme.

Au milieu de ces épisodes sordides, l'histoire de Volkswagen libère un rayon de soleil. En 1938, le chancelier du Reich avait posé la première pierre de l'usine de Wolfsburg destinée à fabriquer la voiture du peuple : la Volkswagen. Avant que l'entreprise ne dût se transformer en unité de production de matériel militaire elle fabriqua deux cent dix voitures. La firme était maintenant en ruine. Des réfugiés, des personnes déportées de la zone soviétique vivaient au milieu des gravats. L'armée installa un atelier de réparation de véhicules dans des bâtiments désaffectés. Quelques travailleurs allemands, anciens de l'usine, réparèrent diverses machines, les remirent en fonctionnement et fabriquèrent deux automobiles. Une nombreuse population demeurant inactive, la décision de relancer

l'entreprise arriva. Les trois années suivantes furent extraordinaires. En octobre 1946 on célébra la 10.000<sup>e</sup> voiture. En 1947, la production baissa en raison de multiples difficultés d'approvisionnement et des conditions de vie désastreuses des travailleurs. Le porte-parole de l'industrie automobile britannique affirma que l'entreprise s'écroulerait d'elle même dans les deux années suivantes car le véhicule n'aurait aucun débouchés. Le design révolutionnaire de Porsche paraissait incapable de concurrencer l'industrie britannique. Volkswagen n'appartenait officiellement à personne. Les Anglais la rendirent aux Allemands. Le reste est une belle histoire.

La liste des ravages est impossible à terminer. Signalons, pour mémoire, le démantèlement des aciéries de Salzgitter en Basse Saxe et les attaques contre l'industrie chimique. Le cas du complexe de caoutchouc synthétique de Leverkusen, intégré à IG Farben, est paradigmatique. C'est finalement sur l'intervention américaine que l'opération fut abandonnée en juillet 1947. Le démantèlement des entreprises atteint son apogée en 1949. Protestations et grèves proliférèrent dans la Ruhr où on emprisonnait les travailleurs récalcitrants.

## PROCESSUS DE DÉCIVILISATION

L'hiver 1946-1947 fut terrible. Il n'y a rien que l'on puisse lui comparer depuis l'occupation napoléonienne. Les entreprises fermèrent, les fleuves gelés interdisaient le transport de quelque bien que ce soit. Survivre dominait tout. Dans ces circonstances, un conflit opposa le commissaire de Westphalie, William Asbury, au cardinal Frings de Cologne. Le 31 décembre 1946 le prélat délivra son sermon de fin d'année. Les services secrets anglais informèrent le commissaire régional que le cardinal avait incité le peuple allemand à prendre ce dont ils manquaient, donc à voler. Le sermon s'était appuyé sur le septième commandement ordonnant à un individu de prendre ce qui lui était nécessaire pour vivre s'il ne pouvait l'obtenir autrement. Les autorités religieuses confirmèrent au commissaire anglais que tout homme devait préserver sa vie dans les cas extrêmes. W. Asbury imposa une démarche auprès du prélat : lui demander des explications, quoique le cardinal n'appelât pas à l'organisation de raids contre les trains de charbon comme souhaitait l'accréditer l'occupant.

La population se métamorphosait en une horde de hamsters à la recherche permanente et systématique de nourriture. Les autorités anglaises suggérèrent de l'entraver en augmentant le prix des billets de train. Comme la faim était terrible, ils comprirent que la population compenserait cette nouvelle persécution par une hausse de l'absentéisme. Les contrôles de police dans les trains déclenchaient souvent la confiscation d'une nourriture ramenée par des personnes faméliques après de vifs efforts. Un mémoire

anglais résuma la situation : quiconque eut obéit aux règles imposées par les nouveaux seigneurs et se fut contenté des 1050 calories légales n'eût pu survivre. La politique de la famine menée par les nouveaux maîtres rappelle expressément celle de l'Irlande en proie à la crise de la pomme de terre au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

A la fin de 1947 trois observateurs médicaux visitèrent, durant deux semaines, la zone dominée par la Grande-Bretagne. Ils reconnurent que durant les dix huit mois écoulés les rations n'avaient pu être offertes. Ils se moquèrent des allemands qui réclamaient des protéines pour survivre : les vaincus exagéraient. Comme l'autorité militaire anglaise détenait l'intégralité du pouvoir, elle se trouvait responsable, en fait, de la famine et des disfonctionnements du circuit de distribution de la nourriture.

Les premiers mois de 1948 furent aussi des mois de crise. Il eût été possible de commercer avec les voisins : Danemark, Hollande. Le gouverneur militaire américain, le général Clay, imposait que tout produit vendu par l'Allemagne soit payé en dollars. Ces pays n'en regorgeaient pas. Il interdit d'importer de la nourriture directement en rappelant que le tonnage légal était fixé dans les accords de Potsdam. Le troc se diffusa dans toutes les zones, l'état physique de la population ne cessa de se délabrer et l'industrie stagna. L'attitude des vaincus à l'égard des envahisseurs se renfrogna.

Il apparut finalement que les solutions se trouvaient dans la hausse des importations, la réforme monétaire pour lutter contre le marché noir et le troc, l'instauration d'un gouvernement élu et responsable. En maintenant le pays dans la misère, les Anglo-américains risquaient d'inciter la population à préférer le communisme. Ils se décidèrent à laisser vivre l'Allemagne sous conditions.

## DOMMAGES DE GUERRE : UN SURVOL

Le président Truman, le 22 juillet 1945 à Berlin, déclara que les États-Unis ne cherchaient pas à s'emparer des marchés allemands ou à protéger le marché américain de leurs produits. En novembre-décembre 1945, une rencontre entre alliés, sans l'Union soviétique, se tint à Paris. La Grande-Bretagne obtint la part du lion en matière maritime. Il fut cependant expliqué à la Chambre des communes que si l'Allemagne devenait une zone de dépression permanente, cela se transmettrait à toute l'Europe y compris à l'Angleterre d'autant que l'Amérique venait de leur couper tout crédit en août 1945. Les achats anglais devaient être payés en dollar. Il devenait impossible d'affecter les réserves de change de l'Angleterre à des secours en faveur de la zone allemande occupée. La partie britannique fournissait une nourriture

insuffisante puisque la région agricole traditionnelle de l'Allemagne était écrasée sous la botte bolchévique. La zone russe refusait les livraisons. Il fallut importer, entre juin 1945 et avril 1946, un million de tonnes de nourriture dans la zone anglaise.

Le ministre du commerce, Stafford Cripps, proposa le 3 août 1945 de ne pas appliquer la législation sur les brevets à tous ceux qui protégeaient une invention allemande déposée depuis 1938. Aucun savant ou innovateur allemand ne pourrait plus recevoir de revenus de l'industrie britannique qui utiliserait les brevets devenus gratuits.

En août 1947, les alliés publièrent un nouveau niveau de production autorisé : 100% de celle de 1936. Les montants des industries sous contraintes furent modifiés. Le nombre d'établissements destinés au démantèlement baissa de 1636 à 682 dont 302 classés définitivement sous la rubrique "militaire". Le conseiller économique Weir rappela que la protection contre le chaos et le communisme viendrait du relèvement économique.

En avril 1948, la politique changea brutalement : le problème n'était plus l'Allemagne mais l'Union soviétique. Les américains savaient que la plupart des entreprises à démanteler se trouvaient dans la zone de domination britannique. Les déplacer en Union soviétique offrirait à ce pays un potentiel industriel qu'il pourrait retourner contre les États-Unis. Il valait mieux le laisser en Allemagne. Le mois précédent, en mars 1948, le plan Marshall avait été proposé. Il déclarait que les équipements affectés aux réparations resteraient en place s'ils servaient à la reconstruction. Les Allemands n'étaient pas favorables au plan Marshall. Ils préféraient disposer de leurs outils de production et travailler à la reconstruction. Finalement en novembre 1949, les trois occupants occidentaux rencontrèrent le nouveau Chancelier Adenauer à Petersberg sur le Rhin pour déterminer le niveau des réparations et des démantèlements. En septembre 1950, tout cela cessa.

## IL N'EST DE RICHESSES QUE D'HOMMES

En août 1946, la Grande-Bretagne détenait, selon la Croix-Rouge internationale, 460.000 prisonniers allemands qui lui servaient d'esclaves et rapportaient de jolis bénéfices au ministère de la guerre. Le gouvernement louait les hommes à tout employeur ayant besoin de main d'œuvre. Il les facturait au taux salarial en vigueur pour le travail en question, généralement 15 à 20 dollars par semaine, et les rémunérait entre 10 et 20 cents par jour plus quelques éléments nécessaires à la vie : vêtements, nourriture et abri. Les esclaves étaient "payés" soit en bons qui s'échangeaient contre des articles à l'économat du camp, soit disposaient d'un crédit disponible à leur libération.

En janvier 1947 débuta l'opération "matchbox" qui se proposait trois objectifs : soustraire à l'influence russe des scientifiques et techniciens compétents dans les domaines militaires susceptibles d'améliorer le potentiel soviétique ; enlever le personnel clef des entreprises tombées dans le butin russe lorsqu'elles possédaient une dimension militaire ; freiner la migration des scientifiques et techniciens vivant dans la zone britannique. Par exemple, au début de l'année 1947 une équipe de Dresde travaillait sur des turbines destinées à la propulsion sous-marine. Les russes voulaient la déporter vers leur pays. En février 1947 on apprit à Londres que dix-sept personnes, dont le responsable de l'équipe, avaient été "retirées" de Dresde. En septembre 1947, le chef du service anglais chargé du rapt des cerveaux déclara qu'il n'avait pas été aussi efficace qu'il l'eût souhaité : il ne parvenait pas à enlever toutes les personnes sélectionnées. L'industrie britannique, contactée par le Foreign Office, ne manifestait pas un grand intérêt pour ces opérations. La France récupéra cinquante scientifiques et techniciens ainsi que leurs familles en trois jours grâce à l'appui des instances politiques les plus élevées. Les américains en emportèrent le plus grand nombre. Le blocus de Berlin en juin 1948 posa avec acuité le problème de l'avenir des élites germaniques. Les Anglais considérèrent qu'il fallait transférer vers le commonwealth, en trois ans, le plus grand nombre possible de savants allemands de haut niveau qui seraient traités comme des collègues et non comme des ennemis.

## QUE CHOISIR ?

Au début de 1947, l'Europe se présentait sous un jour particulièrement sombre. Elle était amaigrie, puisque amputée des régions sous domination bolchévique, et écartelée entre les pays du continent et la Grande-Bretagne. Cette dernière restait attirée par le grand large, préoccupée par les intérêts du Commonwealth. Certains pays se proclamaient neutres : Portugal, Suisse, Suède ; un autre, l'Espagne, supportait le blocus des nouveaux maîtres. Au cœur de la partie la plus industrielle du continent, le dépeçage en quatre zones et le démontage d'usines s'opposaient à la reconstruction d'une Europe non totalitaire.

L'Allemagne étouffait sous les mesures prises par les vainqueurs. Les démontages d'usine, au nombre de 1 800, furent revus à la baisse seulement à l'automne 1947 : 858 établissements. La production industrielle s'effondra à l'indice 24 en décembre 1947 sur une base 100 en 1937. Les pertes territoriales et tous les réfugiés venant de l'est ajoutaient aux difficultés. Les Anglais accaparèrent la flotte de commerce. Les Nations unies imposèrent l'éclatement des Konzerns, les grandes banques durent se morceler, et la monnaie n'avait plus qu'une valeur arbitraire.

La Grande-Bretagne souffrait d'un endettement extérieur massif qui, en 1945, avait dépassé dix neuf milliards de dollars. L'inflation était forte, les balances commerciales et des paiements révélèrent d'énormes déficits. La convertibilité externe de la Livre fut rétablie en juillet 1947 et suspendue presque immédiatement le 20 août.

Au début de 1947 les économies stagnent, les tensions sociales montent, toute la zone occidentale risque de basculer dans l'orbite bolchévique. Les ressources du Fonds Monétaire International (FMI) apportées par les États-Unis et les grandes puissances s'épuisent. Au printemps, à la conférence de Paris, la coupure entre est et ouest était visible et sera confirmée par la conférence de Moscou en septembre. L'Amérique décida alors de lancer la nouvelle prophétie de l'avenir radieux ; elle fournissait 56% de la production mondiale d'acier, 87% de la production d'automobiles et regorgeait de capitaux disponibles.

L'action américaine se précise le 5 juillet 1947. Le général Marshall, dans un discours à l'université Harvard, souligne l'insuffisance de moyens de paiement en Europe et la menace de chaos. Il propose que l'Amérique l'aide à recouvrer sa santé économique. L'Union soviétique refuse, y décelant une manœuvre destinée à imposer l'hégémonie américaine à des peuples affaiblis. Dès le 12 juillet se réunit à Paris la conférence des seize, sans l'Allemagne ni l'Espagne. Le 15 juillet se constitue le comité de coopération économique dont les conclusions sont présentées en septembre. Il souligne le besoin d'importations et le manque de devises. Il établit un plan de redressement en quatre ans qui nécessite une aide extérieure de 22 milliards de \$ entre 1948 et 1951.

Le 18 juin 1948 le Deutschmark entra en circulation. Diverses activités d'économie parallèle cessèrent. Pour les transports, les mines, pour toutes les activités, la monétarisation restaura rapidement la capacité de produire et d'échanger. Le 16 juin, les russes se retirèrent du commandement allié qui administrait conjointement la ville de Berlin. Une semaine plus tard, le mark était mis en circulation dans les quartiers occidentaux de cette ville. La réforme, non acceptée dans le quartier est marqua la volonté de diviser l'Allemagne. Le blocus de la ville commença le 24 juin 1948 et dura jusqu'au 12 mai 1949.

A l'Ouest, le gouvernement local allemand débuta sous la forme de conseils composés de membres désignés par l'autorité militaire occupante. Les premières élections en zone anglaise se déroulèrent en septembre-octobre 1946. Le système combina la représentation proportionnelle et le système majoritaire. Une ordonnance de décembre 1946 (la n°57) définit les pouvoirs

des Länder et ceux réservés aux autorités d'occupation. Ils seront transférés ultérieurement au gouvernement central fédéral. En février 1947, l'État de Prusse fut aboli. En avril, les élections se déroulèrent au niveau de chaque Land.

L'accord de Potsdam avait demandé la suppression des cartels qui, pour la plupart, fonctionnaient dans l'industrie lourde. Le contrôleur William Harris-Burland dépeça ces complexes, les transforma en entreprises distinctes qu'il privatisa et vendit. Il fut approché par le chef des syndicats allemands Hans Böckler qui proposa, en constituant ces sociétés, le principe de la participation des travailleurs.

Afin de ne pas entériner la division du pays entre est et ouest, les allemands ne signèrent pas, au cours de l'été 1948, une constitution pour l'ouest. Ils nommèrent ce document "loi fondamentale". Les autorités militaires des vainqueurs se réservaient évidemment tous les pouvoirs nécessaires à la réussite des buts de leur occupation. La loi fondamentale fut votée le 8 mai 1949. Un mois plus tard naquit la RDA.

Au début de 1951 commencèrent les rencontres entre Adenauer et les puissances occupantes dans le but de mettre un terme à cette phase et d'intégrer l'Allemagne à la communauté européenne de défense (CED). En mai 1951, à la conférence de Paris des ministres des affaires étrangères, la RFA fut acceptée comme membre du conseil de l'Europe et incorporée à l'OTAN.

Pendant l'occupation de l'Allemagne, le Conseil de Contrôle et le Haut-Commissariat avaient défendu aux magistrats allemands d'enquêter sur les délits des forces anglo-saxonnes et de poursuivre toute personne qui était à leur service. Par l'article 3, paragraphe 2 du Überleitungsvertrag (texte par lequel les Allemands s'obligeaient à adopter toutes les lois et les décisions des occupants) du 26 mai 1952, cette ordonnance des forces d'occupation fut intégrée dans les lois de la RFA. En septembre 1990, la République Fédérale assura à nouveau la France, la Grande Bretagne et les États-Unis qu'il restait en vigueur même après que l'Allemagne eut retrouvé son entière souveraineté. Cet article reste valable aux termes du traité de Moscou en date du 12 septembre 1990.

## EST- OUEST

On ne peut passer sous silence l'effroyable calvaire des populations allemandes des provinces de l'est, au moment de l'avance de l'Armée rouge. Contrairement à une croyance tenace, ce calvaire dépasse largement le cadre des violences habituelles de la pire soldatesque : viols, pillages,

incendie de villages. Le soldat soviétique devint l'instrument d'une volonté froide, délibérée d'extermination. Les régions que Staline voulait annexer ou livrer à la Pologne furent populicides. Des colonnes de réfugiés étaient écrasées sous les chenilles des chars ou systématiquement mitraillées par l'aviation. La population d'agglomérations entières fut massacrée avec des raffinements de cruauté. Des femmes nues sont crucifiées sur les portes des granges. Des enfants sont décapités ou ont la tête écrasée à coups de crosse, ou bien encore jetés vivants dans des auges à cochons. Tous ceux qui n'ont pas pu s'enfuir ou qui n'ont pu être évacués par la Kriegsmarine dans les ports de la Baltique sont purement et simplement exterminés. Le nombre des victimes peut être évalué à trois millions au moins. Comme par hasard, les massacres systématiques cessent dans les régions de l'Allemagne destinées à constituer la zone d'occupation soviétique.

Sans atteindre un tel degré, cette folie meurtrière s'étend à toutes les minorités allemandes du Sud-Est européen, en Yougoslavie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, à des milliers de Sudètes. La population allemande de Prague, installée dans la ville depuis le Moyen Âge est massacrée avec un rare sadisme. Après avoir été violées, des femmes ont les tendons d'Achille coupés et sont condamnées à mourir d'hémorragie sur le sol, dans d'atroces souffrances. Des enfants sont mitraillés à la sortie des écoles, jetés sur la chaussée depuis les étages les plus élevés des immeubles ou noyés dans des bassins ou des fontaines. Des malheureux sont emmurés vivants dans des caves. La violence n'épargne pas les jeunes auxiliaires des transmissions de la Luftwaffe jetées vivantes dans des meules de foin enflammées. Pendant des semaines, la Vltava (Moldau) charrie des milliers de corps ; certains par famille entière sont cloués sur des radeaux.

Ces massacres procèdent d'une volonté politique, d'une intention d'extermination, à la faveur du réveil des pulsions les plus bestiales. A Yalta, alors que Churchill s'inquiétait du problème des minorités créé par les futures frontières de l'URSS ou de la Pologne, Staline déclara d'un air goguenard qu'il ne devait plus y avoir beaucoup d'Allemands dans ces régions... Dès le départ, ces crimes furent volontairement oubliés par les nouveaux seigneurs : *« L'humanité borgne, comme le constate Jünger, est encore plus écœurante que la barbarie. »*

#### LA MUTATION FINALE : DOMINER SANS GOUVERNER

Les autorités anglo-américaines ont obtenu des élites allemandes qu'elles acceptent d'être dominées par des méthodes employées dans l'Empire britannique à l'égard des autochtones. Le protectorat anglais sur l'Empire des Indes découlait des "traités subsidiaires" signés par les rajahs qui payaient très cher les Anglais pour que ceux-ci les protègent des autres qu'eux-

mêmes. Les Anglais persuadaient un prince d'embaucher à ses frais un corps de bataille anglo-indien qui le mettait à l'abri des attaques venues de l'extérieur et des révoltes issues de ses propres sujets. Pour cela, le prince s'engageait à donner au gouvernement anglais un subside substantiel d'où le nom de traités subsidiaires. En même temps, les clauses des traités imposaient de rejeter les conseillers qui déplairaient aux nouveaux maîtres anglais.

Protégé des rébellions du peuple par les maîtres anglais, tout représentant du pouvoir local pouvait se conduire en despote irresponsable, et beaucoup d'entre eux ne se privaient pas. Ce système engendre l'irresponsabilité: il tend naturellement à rendre le gouvernement de tout pays où il existe faible et oppressif, à tuer tout sens du devoir dans les couches supérieures de la société et à amoindrir la condition et les revenus de tout le peuple.

Les forces d'occupation en Allemagne ont supprimé toute possibilité de contestation du pouvoir qu'elles avaient installé. Le contingent des occupants protège les chefs choisis par les vainqueurs contre tout adversaire. Ces gens deviennent indolents, habitués à se reposer sur d'autres pour leur sécurité. Ce système incite également à la cruauté et à l'avarice en garantissant aux chefs qu'ils n'ont rien à craindre de leurs sujets.

## LA MEMOIRE ET L'OUBLI

Les amnésies volontaires sont surprenantes. A la différence de la Première Guerre mondiale où l'on ne cesse d'évoquer la boue des tranchées, la peur, les tueries, le sort du soldat de 1939-1945 n'est pratiquement jamais évoqué. A l'exception d'Hiroshima et de Nagasaki, les bombardements de terreur ont sombré dans un oubli presque complet, au même titre que les massacres perpétrés par l'Armée rouge ou les affreux règlements de comptes de l'Europe de l'Est.

Au terme de cinq années d'épreuves, les nouveaux maîtres anglosaxons refoulent tout sentiment de culpabilité. L'objectif semble acquis. L'Europe a retrouvé ses frontières de 1937 à l'exception de la Pologne déplacée vers l'ouest au profit de l'Union soviétique et au détriment de l'Allemagne. La Seconde Guerre mondiale va donner une nouvelle impulsion au phénomène de décolonisation déjà latent à la veille du conflit. L'indépendance accordée aux Philippines et à l'Inde annonce le déclenchement d'un processus qui s'achèvera en une trentaine d'années. La guerre contribue encore, de toute évidence, à l'instauration du communisme en Chine et en Corée du Nord.

Le conflit aboutit à l'apparition de deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, et à l'effacement de l'Europe qui ne touche pas

uniquement les États vaincus comme la France ou l'Italie, qui ont réussi, d'une certaine manière, à se retrouver dans le camp des vainqueurs. Il atteint l'Angleterre aux ressources épuisées qui se trouve acculée, suivant la formule de Keynes, à un « Dunkerque financier » et doit solliciter le soutien monétaire américain. Ce fut le point de départ d'un désengagement progressif dans les affaires du monde. Affaibli, sortant de l'histoire, le Continent est divisé : l'ouest est esclave de l'Amérique, l'est est intégré dans le totalitarisme soviétique.

Le délit de "crime contre l'humanité" a été défini à l'article 6 du statut de Londres (8 août 1945). La définition a été rédigée par les nouveaux maîtres vétérotestamentaires pour s'autoproclamer seuls représentants de l'humanité. On y trouve l'affirmation suivante : "le meurtre [...] commis envers une population civile". Le bombardement aveugle des populations civiles devient un délit en tant que crime contre l'humanité. Pourtant, les britanniques qui ont détruit les villes allemandes s'autoproclament "non coupables" de ce chef d'accusation. L'expulsion massive des populations est aussi un crime contre l'humanité. Curieusement, les anglo-américains qui ont accepté, à Potsdam, que les allemands soient expulsés hors de leurs foyers ont répliqué qu'ils étaient innocents.

Les vainqueurs de toutes les guerres pensent qu'ils ont raison et que les vaincus ont tort. Le livre de Patricia Meehan établit que la dernière guerre n'a pas fait exception. En criminalisant les vaincus et en les punissant en conséquence, un précédent a été créé. Chacun doit savoir que le jour où il se retrouvera dans le camp des vaincus, et cela pourrait très bien se produire sous peu, un traitement semblable lui sera réservé.

Louis VALAYAN

Sources bibliographiques :

- Patricia Meehan : A strange enemy people. Germans under the British : 1945-1950. Peter Owen Publishers, 296p., 2001.

Références complémentaires :

- Philippe Masson : Une guerre totale, 1939-1945. Hachette-pluriel, 1993.
- James Bacque : Morts pour raisons diverses. Sand, 1990.
- Georges Gusdorf :
- \* Les origines de l'herméneutique. Deuxième partie. Payot, 1988
- \* Les principes de la pensée au siècle des lumières. Quatrième partie. Payot, 1971.

- Henry Bogdan : Histoire des pays de l'Est des origines à nos jours. Perrin, 1990.